

philip gourevitch

**Nous avons le plaisir
de vous informer que,
demain, nous serons
tués avec nos familles**

chroniques rwandaises

**DENOËL
IMPACTS**

Au printemps 1994, un massacre programmé décima, avec une rapidité stupéfiante, la République du Rwanda. Avec des moyens rudimentaires (à la machette, principalement), près d'un million de personnes furent exécutées en à peine cent jours, sur une population initiale de sept millions et demi d'habitants. Envoyé sur place comme reporter par le *New Yorker*, un an après le drame, Philip Gourevitch s'est fait l'historien-dramaturge de ce génocide perpétré par les Hutus contre les Tutsis. C'est à travers des centaines de témoignages, comme autant de fables édifiantes, et donc par la voix des Rwandais eux-mêmes (le titre est extrait de la lettre envoyée par un pasteur tutsi, la veille de l'extermination de son village, à son confrère hutu), qu'il révèle peu à peu la mécanique fatale, mise en place à l'époque coloniale, dont résultent ces conflits ethniques. Pièce par pièce, il démonte cette « fabrique du génocide ».

« Comme les meilleurs reporters de guerre, Gourevitch extirpe l'humanité du tréfonds de l'enfer grâce à son sens de l'éthique autant qu'à son sens de l'humour. Il s'inscrit avec ce livre dans la lignée des Michael Herr et des Ryszard Kapuscinsky. »

Robert Stone

Américain, vivant à New York, Philip Gourevitch est journaliste au New Yorker. Le présent livre a remporté le National Book Award en 1998.

TRADUIT DE L'ANGLAIS (U.S.) PAR PHILIPPE DELAMARE

cover design by Stéphane Nielikoff
photo de couverture : Lac Kivu,
Rwanda, 1996, © Philip Gourevitch

B 24960.3 10.99
ISBN 2.207.24960.3
140 FF TTC



Pendant les neuf mois que j'ai passés au Rwanda au cours de six séjours, le seul cadavre récent que j'aie vu fut celui d'un jeune homme tué dans un accident de la circulation. Trois minutes auparavant il vivait sa vie, puis le chauffeur de son véhicule avait fait une brusque embardée pour éviter une vieille femme qui traversait la route, et maintenant il gisait sur le côté dans l'herbe haute, recroquevillé dans une attitude foetale, la tête ouverte. Si j'avais une photo de lui et que je l'aie reproduite ici avec la légende : « victime tutsie du génocide » ou « victime hutue du FPR », vous n'auriez aucun moyen de détecter l'imposture. Dans l'un et l'autre cas, l'appel à votre sympathie et votre indignation seraient les mêmes.

C'est ainsi que l'on raconte généralement l'histoire du Rwanda, tandis que la guerre entre les génocidaires et le gouvernement installé par le FPR traîne en longueur. Dans une dépêche typique, intitulée « Où est la haute morale au Rwanda ? », mon journal local, *The New York Times*, décrivait un réfugié hutu mutilé lors d'une attaque de soldats tutsis et un réfugié tutsi mutilé par des miliciens hutus comme « les victimes d'une lutte épique entre deux groupes ethniques rivaux », dans laquelle « personne n'a les mains propres ». En somme, à en croire ce genre de reportage, comme les victimes des deux côtés souffrent également, les deux côtés

sont également inexcusables. Et pour enfoncer le clou, le *New York Times* se référait à Filip Reyntjens, Belge considéré comme l'une des autorités européennes sur le Rwanda : « Ce n'est pas une histoire de bons et de méchants. C'est une histoire de méchants. Un point c'est tout. »

C'est après avoir lu de pareils articles que j'ai décidé d'aller au Rwanda. Un an après le génocide, l'Armée patriotique rwandaise se déploya afin de fermer le camp pour « personnes déplacées à l'intérieur » (PDI) de Kibeho, la colline célèbre pour les apparitions de la Vierge. Plus de quatre-vingt mille Hutus qui s'étaient enfuis de chez eux après le génocide vivaient dans ce camp que les Français avaient installé pendant l'opération Turquoise. L'intervention de l'APR avait mal tourné et au moins deux mille Hutus avaient été tués. Là encore, un bataillon de l'ONU était présent et n'avait rien fait. Je me rappelle avoir vu dans la presse la photo d'un soldat des Nations unies tenant deux bébés morts, un dans chaque main, pendant le nettoyage qui avait suivi le massacre.

D'abord le génocide, et maintenant ça, m'étais-je dit : les Hutus tuent les Tutsis, puis les Tutsis tuent les Hutus – si c'est vraiment le fond de l'affaire, comment s'étonner que tout le monde s'en fiche. Mais était-ce réellement si absurde et si simple ?

Les monceaux de cadavres de la violence politique forment aujourd'hui l'ordinaire de nos informations quotidiennes, et selon les lois du genre tous les massacres sont égaux : les morts innocents, les meurtriers monstrueux, l'environnement politique absurde ou inexistant. À part les noms et le paysage, c'est toujours la même histoire : une tribu au pouvoir en massacre une autre, cycle récurrent de haines immémoriales, plus ça change plus c'est la même chose. Comme dans les descriptions de tremblements de terre ou d'éruptions volcaniques, les experts, nous dit-on, savaient que la ligne de faille se situait ici ou là, que la pression montait, et on nous invite à réagir – peur, détresse, compassion, indignation, voire simple fascination morbide –, et éventuellement à envoyer une

aumône aux survivants. Le récit générique de massacre parle de violence « endémique » ou « épidémique » et d'endroits où les gens « s'entre-tuent », et l'omniprésence du fléau dissuade de s'interroger sur la spécificité de chaque exemple. Ces histoires surgissent du néant et, tout aussi brusquement, y retournent. Les morts anonymes et leurs meurtriers anonymes deviennent leur propre contexte. L'horreur tourne à l'absurde.

Je voulais en savoir davantage. Les tueries de Kibeho apparaissaient comme une répétition de la manière dont les camps frontaliers de l'ONU – en particulier les enclaves fortement militarisées du Pouvoir hutu au Zaïre – risquaient d'être finalement démenagés. Havres de criminels de guerre et de champions de l'atrocité, leur existence même exposait leurs occupants comme leurs voisins à un danger mortel. Personne ne savait comment les fermer pacifiquement ; personne en fait ne semblait croire que ce fût possible. Cette histoire du Rwanda me tracassait depuis quelque temps déjà, et je décidai d'étudier en quoi les tueries de Kibeho étaient liées et comparables au génocide qui les avait précédées. Selon l'orthodoxie actuelle des droits de l'homme, pareilles comparaisons sont taboues. « Quelle que soit l'importance des atrocités commises d'un côté, elles ne peuvent jamais justifier des atrocités similaires de l'autre », déclare ainsi Amnesty International. Mais que signifie « similaire » dans le contexte d'un génocide ? Une atrocité est une atrocité, et par définition injustifiable, non ? Une question plus pertinente est de savoir si l'affaire se réduit à des atrocités.

Prenez la marche du général Sherman à travers la Géorgie à la tête de l'armée nordiste vers la fin de la guerre de Sécession : politique de la terre brûlée accompagnée de meurtres, de viols, d'incendies criminels et de pillages systématiques – le parfait exemple du déni absolu des droits de l'homme. Les historiens n'ont pas l'air de croire que les atrocités de la campagne de Sherman visaient à accomplir des objectifs stratégiques irréalisables autrement. Mais comme on estime en

général que la préservation de l'Union et l'abolition de l'esclavage qui en résulta contribuèrent au bien général, les historiens considèrent la marche de Sherman comme un épisode d'abus criminels perpétrés par des agents de l'État plutôt que comme une preuve que l'État est foncièrement criminel.

De même, en France, pendant les mois qui suivirent immédiatement la Libération, entre dix et quinze mille personnes furent exécutées pour collaboration avec le fascisme dans un accès national de justice expéditive. Bien que personne n'envisage rétrospectivement ces purges avec fierté, aucun dirigeant national ne les a jamais publiquement regrettées. La France, qui se considère comme le berceau des droits de l'homme, disposait d'un vénérable système judiciaire, avec force policiers, avocats et juges. Mais elle venait de traverser une épreuve infernale, et la liquidation rapide des collaborateurs passa largement pour une purification de l'âme nationale.

Le fait que la plupart des États sont nés de soulèvements violents ne signifie pas, naturellement, que le désordre mène à l'ordre. En écrivant l'histoire d'événements qui continuent de se dérouler dans un État encore en gestation, il est impossible de savoir quelles tendances vont l'emporter et à quel prix. La position la plus sûre est celle des droits de l'homme, qui évalue les régimes selon une échelle purement négative comme la somme de leurs crimes et de leurs abus : si vous condamnez tous les contrevenants et que certains s'amendent par la suite, vous pouvez toujours vous prévaloir de la bonne influence que vous avez exercée. Malheureusement, la position la plus sûre n'est pas forcément la plus sage, et je me demandais si prononcer un jugement politique en ces circonstances est pertinent – et encore moins nécessaire.

Kibeho faisait partie des dizaines de camps pour personnes déplacées à l'intérieur d'un territoire établis dans la zone Turquoise. Lorsque les Français se retirèrent à la fin d'août 1994, ces camps qui abritaient au moins quatre cent

mille personnes furent placés sous la supervision de la MINUAR rénovée et d'un assortiment d'organisations humanitaires internationales, onusiennes et privées. Le nouveau gouvernement avait demandé leur fermeture immédiate. Le Rwanda, disait-il, était désormais suffisamment sûr pour que tout le monde pût rentrer chez soi, tandis que les importantes concentrations de soldats et de miliciens du Pouvoir hutu dans ces camps faisaient peser une menace majeure sur la sécurité nationale. Les organisations humanitaires acceptèrent en principe, mais soulignèrent que le départ des camps devait être entièrement volontaire.

Or les PDI n'étaient pas pressées de quitter les camps, où elles étaient bien nourries et bien soignées par les organisations humanitaires, et où les génocidaires, qui continuaient d'exercer une forte influence sur les réfugiés, faisaient circuler des rumeurs affirmant que le FPR massacrait les Hutus en masse. Comme dans les camps frontaliers, les agents des *interahamwe* n'hésitaient pas à menacer et à agresser ceux qui souhaitaient quitter Kibeho, dans la crainte qu'un départ massif de la population civile ne les laissât isolés et exposés. Les génocidaires faisaient également de fréquentes sorties hors des camps pour terroriser et piller les villages alentour, attaquant les survivants tutsis du génocide ainsi que les Hutus qui risquaient de témoigner contre eux. Kibeho était l'épicentre de ces agissements. Mark Frohardt, qui travaillait à la Mission d'assistance des Nations unies au Rwanda avant de devenir directeur adjoint de la Mission des Nations unies pour les droits de l'homme au Rwanda, rapportait ainsi que la MINUAR « a constaté qu'un pourcentage anormalement élevé des meurtres ayant eu lieu à la fin de novembre et au début de décembre 1994 au Rwanda s'étaient produits dans un rayon de vingt kilomètres autour de Kibeho ».

C'est en décembre que la MINUAR et l'APR menèrent leur unique opération conjointe : une descente de police d'une journée à Kibeho au cours de laquelle ils arrêtèrent une cinquantaine d'« éléments durs » – c'est-à-dire de génocidaires

– et saisirent quelques armes. Peu après, l'APR entreprit de fermer les camps les moins importants selon une stratégie de coercition non violente, expulsant les réfugiés de leurs abris, qu'elle incendiait ensuite. Les organisations humanitaires ne tardèrent pas à se rallier à cette solution et participèrent au rapatriement de plus de cent mille PDI dans leurs foyers. Les enquêtes ultérieures des ONG et des Nations unies conclurent qu'au moins quatre-vingt-quinze pour cent de ces réfugiés étaient rentrés paisiblement chez eux. Entre-temps, nombre de génocidaires s'enfuirent dans d'autres camps, notamment à Kibeho ; certaines des PDI rapatriées furent arrêtées dans leurs villages sous le chef de participation au génocide tandis que quelques autres étaient assassinées, victimes de vengeances ou d'actes de banditisme.

Au début de 1995, il restait environ deux cent cinquante mille PDI dans les camps, le plus important étant celui de Kibeho, qui rassemblait également le plus grand nombre de miliciens et d'ex-FAR. Les Nations unies et les ONG, redoutant les conséquences d'une fermeture des camps par la force, proposèrent de rechercher des solutions pacifiques. Le gouvernement accepta, mais comme les organisations humanitaires ne parvenaient pas à élaborer un projet d'évacuation cohérent, il annonça à la fin mars qu'il prenait les choses en main : l'APR se déploya de nouveau à la mi-avril et, camp après camp, renvoya au moins deux cent mille Hutus dans leurs foyers sans anicroche.

Ne restait plus que Kibeho. Le 18 avril avant l'aube, l'armée investit le camp, qui abritait encore plus de quatre-vingt mille hommes, femmes et enfants. Les cadres du Pouvoir hutu s'empressèrent de transformer en panique l'inquiétude de voir arriver les soldats, si bien que les réfugiés se ruèrent en désordre au sommet de la colline pour se presser autour de la base du Zambatt – le contingent zambien de la MINUAR –, solidement retranchée derrière des sacs de sable et des barbelés tranchants. Dans ce sauve-qui-peut, au moins onze enfants moururent piétinés tandis que des centaines de

fuyards étaient gravement brûlés par l'eau des marmites renversées ou cruellement tailladés par les barbelés zambiens sur lesquels ils s'écrasèrent.

L'APR resserra son étau autour de la foule, puis ouvrit plusieurs passages au cours des deux jours suivants. Les ONG y installèrent des bureaux d'enregistrement, et quelque cinq mille PDI, après avoir été dûment fouillées, furent reconduites en camions dans leurs foyers. Mais ces couloirs étaient trop peu nombreux, les formalités d'enregistrement traînaient en longueur et il n'y avait pas assez de véhicules pour transporter les réfugiés, sans compter que les génocidaires – et certains des représentants étrangers des organisations humanitaires – pressaient les autres résidents de refuser l'évacuation. L'eau et les vivres se faisaient de plus en plus rares dans le camp. La plupart des gens pouvaient à peine remuer et pataugeaient dans leurs propres excréments. Le 19 avril, des réfugiés lancèrent des pierres sur l'APR et certains, semble-t-il, tentèrent d'arracher leurs armes aux militaires rwandais. Ces derniers ouvrirent le feu, faisant des dizaines de morts. Ce jour-là, des membres du bataillon médical australien, l'Ausmed, arrivèrent au camp pour renforcer les Zambiens.

Dans la soirée du 20 avril, une pluie diluvienne s'abattit sur Kibeho. Pendant la nuit, ne pouvant plus supporter cet effroyable entassement, des PDI se mirent à frapper leurs voisins à grands coups de machette. Des coups de feu sporadiques éclatèrent, tirés par des soldats de l'APR et des éléments armés du camp. Le matin, on comptait au moins vingt et un morts, la plupart tués par balle, et de très nombreux blessés, essentiellement à coups de machette. Çà et là, des enfants mouraient piétinés. L'APR resserra encore son étau. Toute la journée, aux points de contrôle, les réfugiés continuèrent de quitter le camp un à un, généralement à pied, la pluie ayant rendu les routes impraticables. L'armée rwandaise rationnait désormais l'eau et les médicaments et tirait périodiquement en l'air pour pousser la foule vers les couloirs de sortie. Les actes de violence se multipliaient dans le camp.

« Un groupe s'efforçait sans cesse de pénétrer dans l'enceinte de la MINUAR, se souviendrait un officier de l'Ausmed, et nous avons aidé les Zambiens à les repousser de l'autre côté des barbelés. »

Le 22 avril, en fin de matinée, trempés et fébriles, les assiégés se ruèrent sur les lignes de l'APR, qu'ils parvinrent à enfoncer au pied de la colline. Un flot de réfugiés s'engouffra par la brèche et se rua vers les hauteurs, de l'autre côté de la vallée. Les soldats rwandais commencèrent alors à mitrailler la foule, un feu ininterrompu et aveugle, tandis que d'autres, par dizaines, se lançaient à la poursuite des fuyards en tirant des rafales sur eux et en leur lançant des grenades. Ces tirs de barrage se prolongèrent des heures durant – au fusil, à la mitrailleuse, au lance-grenades ; au moins un obus de mortier explosa dans le camp.

Leur mandat ne les autorisant qu'à se défendre, les forces de la MINUAR assistèrent impuissantes à la scène ; leurs armes ne leur servirent qu'à repousser les malheureux qui se bousculaient désespérément pour tenter de s'abriter dans leur fortin. Nombre d'entre eux se rappelleraient avoir pleuré de rage et d'horreur tandis que morts et blessés s'abattaient autour d'eux. Parmi tant d'autres témoignages de ce genre, un membre de l'Ausmed se souvenait d'avoir vu « à travers une fenêtre un homme attaquer une femme à la machette » ; des PDI « nous jeter des briques, etc. » ; des soldats de l'APR tirer des coups de fusil et lancer des grenades sur les réfugiés ; une PDI tirer sur les casques bleus ; « quatre soldats rwandais poursuivre une petite fille derrière le point de rassemblement des blessés et décharger dix-huit coups de feu sur elle » ; puis « une mitrailleuse montée sur une jeep faucher une grande foule de PDI par longues rafales » ; « des hommes de l'APR tuer deux vieilles femmes et les précipiter en bas de la colline à coups de pied ».

Un autre membre de l'Ausmed raconte avoir vu des soldats de l'APR massacrer des femmes et des enfants : « Ils semblaient y prendre plaisir », dit-il. « Ils sautaient à droite et à

gauche en riant, comme pris de frénésie », rapporte également l'un de ses collègues, décrivant deux hommes de l'APR qui tiraient dans la foule. « C'était vraiment horrible de voir au moins quatre APR entourer une PDI et lui vider chacun un chargeur dans le corps. Des PDI s'étaient arrêtées, alors les APR leur ont lancé des pierres pour qu'elles se remettent à courir et qu'ils puissent recommencer à leur tirer dessus. Ces PDI étaient sans armes et terrifiées. »

À quatre heures de l'après-midi, lorsque Mark Cuthbert-Brown, chef de bataillon britannique qui commandait la police militaire de la MINUAR, arriva à Kibeho en hélicoptère, la fusillade s'était réduite à des coups de feu sporadiques et à de brèves rafales d'armes automatiques. Du ciel, il avait vu des milliers de réfugiés, en longues colonnes, se faire fouiller et contrôler aux barrages de l'APR, avant de s'éloigner de Kibeho par la route. Les Australiens, les Zambiens et les membres des organisations humanitaires, qui étaient alors parvenus à sortir de leur retranchement, commençaient à ramasser les morts et les blessés, malgré l'opposition de nombreux soldats rwandais. Le commandant Cuthbert-Brown était dans le camp depuis une heure lorsqu'il entendit « une soudaine recrudescence des tirs ». Les réfugiés avaient de nouveau forcé le cordon de l'APR, et les scènes d'atrocités se répétèrent pendant plusieurs heures. Accroupi derrière des sacs de sable, Cuthbert-Brown vit à la jumelle des soldats de l'APR traquer les PDI dans la vallée et dans les collines, tandis que d'autres continuaient à fouiller et contrôler les réfugiés qui quittaient le camp en bon ordre.

Peu après la tombée de la nuit, la deuxième vague de tirs intensifs s'apaisa. Voici les notes de Cuthbert-Brown :

20 h 10 : Prends conscience de lamentations incessantes venant de l'ouest de l'enceinte (mais peut-être s'amplifiaient-elles peu à peu depuis quelque temps déjà).

21 h 00. Les gémissements continuent mais les coups de feu et les explosions de grenades diminuent.

21 h 20 : Quelques explosions de grenades près du Q.G. du Zambatt.

21 h 30 : Coups de feu sporadiques dans la même zone.

21 h 33 : Six détonations aux abords du périmètre du camp.

21 h 55 : Des cris hystériques éclatent sur le fond de gémissements persistants ; des officiers zambiens évoquent l'hypothèse d'une bagarre à la machette dans le camp. Les lamentations retrouvent bientôt leur niveau normal et se prolongent toute la nuit.

« À la fin de cette journée, conclurait un homme de l'Ausmed, nous étions écoeurés par l'APR. Mais pourquoi diable l'ONU n'avait-elle envoyé qu'une compagnie de Zambiens et environ vingt-cinq Australiens ? »

Pendant la nuit, l'APR finit par cesser de tirer. « Peu après l'aube, inscrivit le commandant Cuthbert-Brown dans son journal, je regarde par-dessus le parapet [...] et vois des corps éparpillés partout. » Tout au long de la journée, des dizaines de milliers de PDI avaient été évacuées à pied et en camion du camp dévasté, tandis que des équipes de l'ONU et des ONG soignaient les blessés et comptaient les morts. Au début de l'après-midi, les journalistes arrivèrent sur les lieux : « Grand rassemblement médiatique autour des tombes », nota Cuthbert-Brown. Le premier bilan, de huit mille morts, fut rapidement ramené entre deux et quatre mille – la majorité

piétinés, beaucoup tués par l'APR et un certain nombre taillés en pièces, assommés et parfois transpercés à la lance par des *interahamwe* du camp. Mais ce n'étaient là que des estimations : il était très difficile de circuler dans le camp, non seulement parce que les soldats rwandais interdisaient l'accès à certains secteurs, mais parce que dans d'autres endroits les corps étaient tellement empilés qu'il était impossible de passer.

Toute la semaine suivante, des dizaines de milliers de réfugiés dépenaillés rentrant à pied chez eux encombrèrent les routes autour de Kibeho. Ça et là le long du chemin, des groupes de civils se rassemblaient pour les railler et parfois pour les rosser. Ce fut une période de grande tension au Rwanda. « L'année dernière, quand personne au monde n'essayait d'arrêter le génocide, lorsque j'ai vu arriver le premier FPR qui venait libérer le Rwanda, je me suis précipité pour lui serrer la main ; ces gars-là étaient des héros, me dit Fery Aalam, délégué suisse de la Croix-Rouge. Depuis Kibeho, je ne sais pas si je serais le premier à tendre la main. »

Les rapatriés de Kibeho furent en moyenne légèrement plus nombreux à être arrêtés et à subir des violences que ceux des autres camps. Mais bon nombre des fidèles du Pouvoir hutu parvinrent à s'enfuir à travers la brousse pour gagner les camps de l'ONU de l'autre côté de la frontière rwandaise. Il ne restait pas d'autre abri sûr pour les génocidaires.

J'étais au Rwanda depuis cinq jours et je me rendais au sud de Kigali en voiture lorsque je tombai sur l'accident de la circulation dans lequel le jeune homme avait été tué. Il y avait aussi plusieurs blessés, et les gens avec qui je voyageais les conduisirent à l'hôpital de Butare. Quelques infirmières norvégiennes de la Croix-Rouge sortirent alors pour bavarder. Elles travaillaient dans un service spécial d'urgences installé pour les victimes de Kibeho. On y effectuait une trentaine de grosses opérations par jour et la plupart des patients venaient

de rentrer chez eux ce matin-là. Il ne restait plus que les cas les plus graves.

« Vous voulez voir ? » proposa l'une des infirmières. Vingt à trente lits de camp étaient serrés les uns contre les autres à la lueur de tubes fluorescents, dans une puanteur de chair pourrissante et de médicaments. « Ceux qui restent, expliqua notre guide, sont tous des blessés à la machette. » Ça se voyait : amputations multiples ; visages tailladés, tout enflés autour des coutures. « Nous en avons eu quelques-uns dont le cerveau sortait du crâne, ajouta la Norvégienne d'un ton guilleret. Étrange, non ? L'APR ne se sert pas de machettes. Ce sont les leurs qui leur ont fait ça. »

Je me sentis mal et je regagnai le hall, où je m'étendis sur le sol frais de béton près d'une fenêtre ouverte. La Norvégienne me suivit. « Étrange pays », dit-elle. J'acquiesçai. « Dans cet hôpital il y a eu un grand massacre l'année dernière. Les Hutus tuaient les Tutsis, les médecins tuaient les médecins, tuaient les patients ; les patients tuaient les médecins, les infirmières, tout le monde. Je suis avec la Croix-Rouge – très très suisse, très neutre. Je suis nouvelle, je viens d'arriver pour cette affaire de Kibeho. Imaginez donc. Les gens disent que tout ça recommence. C'est le génocide suivant. Je regarde autour de moi, je parle aux gens, je vois ce qui se passe, et je me dis que c'est peut-être en train de finir, mais très salement et très lentement.

– Comment pouvez-vous faire la différence ?

– Je parle aux gens. Ils ont peur. Ils disent : “Et les camps du Zaïre, du Burundi, de Tanzanie ? Ils vont se venger. Où est la justice ?” O.K. Mais quand les gens ont peur comme ça, ils ont aussi de l'espoir. Ils veulent dire qu'ils ont quelque chose à perdre – un peu d'espoir.

– On voit que vous êtes une bonne infirmière.

– Non, pas vraiment. Les gens disent toujours du mal du gouvernement – comme des médecins. Peut-être parce qu'on a surtout besoin d'eux quand ils ne peuvent pas vous aider suffisamment...

– Vous voulez dire que, comme les médecins, ils en tuent certains, ne peuvent en aider d'autres et en sauvent quelques-uns.

– Est-ce si mal que ça ? Parlez aux gens. Dans un endroit comme celui-ci, il faut faire comme si on était journaliste. Discuter avec tout le monde. »

Je lui dis que j'étais journaliste. « Oh. Oh la la. Je n'ai pas le droit de vous parler. Les règlements de la Croix-Rouge. Oubliez tout ce que j'ai dit. »

Mais comment pouvais-je oublier cette infirmière norvégienne ? C'était la personne la plus optimiste que j'aie jamais rencontrée au Rwanda.

Une nuit, quelques semaines après, dans un bistro de Kigali, je partageais une fondue bourguignonne et une carafe de vin avec Annick van Lookeren Campagne, une Hollandaise, et Alexandre Castanias, un Grec. Tous deux travaillaient pour la Mission des Nations unies pour les droits de l'homme au Rwanda et ils se trouvaient à Kibeho au moment de la catastrophe. Ils se voyaient pour la dernière fois avant le retour d'Annick aux Pays-Bas, et c'est peut-être pour cela qu'Alexandre parla de Kibeho. C'était, dit-il, la première fois, et lorsque nous eûmes fini de dîner, nous nous attardâmes des heures dans le restaurant. Nous commandâmes une deuxième carafe de vin et des cigarettes, tandis qu'Alexandre ne cessait de nous offrir des tournées de cognac.

La conversation à propos de Kibeho avait commencé lorsque Alexandre m'avait demandé si j'avais vu les cadavres laissés tels quels dans l'église de Nyarubuye en souvenir du génocide. Je n'y étais pas encore allé et, bien que plus tard je n'aie pas regretté ma visite, j'expliquai à Alexandre pourquoi je répugnais – et répugne encore – à l'idée même de laisser des corps dans cet état de profanation – exhibés comme monuments au crime perpétré contre eux, et aux armées qui avaient mis fin au massacre, autant qu'à la vie qu'on leur avait arrachée. Ce genre d'endroit allait contre

l'esprit du slogan qui orne tant de tee-shirts au Rwanda : « Génocide. Enterrez les morts, mais pas la vérité. » Ça me paraissait une bonne formule et je ne sentais pas la nécessité de voir les victimes pour appréhender pleinement le crime. L'agression esthétique du macabre suscite excitation et émotion, mais le spectacle nous aide-t-il vraiment à comprendre le mal ? À en juger par ma propre réaction aux images de cruauté et aux blessés de Kibeho que j'avais vus à l'hôpital, je me demandais si les hommes ne sont pas conçus pour résister à l'assimilation de trop d'horreurs. Au moment même où nous regardons des atrocités, nous nous débrouillons pour les considérer comme irréelles. Et loin d'être mieux informés, plus nous les voyons, plus nous nous blasons.

« Je ne suis pas du tout d'accord, me répondit Alexandre. J'ai vécu Kibeho comme un film. C'était vraiment irréel. Mais après, en regardant mes photos, c'est devenu réel. »

Quand la première fusillade éclata, Alexandre se trouvait dans le fortin des Zambiens. « Des milliers de gens se bousculaient dans le parking. Des milliers et des milliers. J'étais sur le toit et je regardais. Et j'ai vu cette femme, une grosse femme. Parmi ces milliers et ces milliers de gens, cette grosse femme était la seule chose que je voyais. Je n'ai vu personne d'autre. Une masse indifférenciée et cette grosse femme portée par le flot humain – tandis que je regardais, elle avait l'air de quelqu'un qui se noyait. » Alexandre joignit les mains, les ramena vers lui dans un mouvement descendant, et sembla se recroqueviller. « Une seconde avant elle était debout et la seconde suivante elle sombrait dans la foule, sous mes yeux. Elle a disparu. À ce moment-là je voulais seulement prendre des photos. Cette grosse femme, cette seule grosse femme – quand vous prononcez le mot Kibeho, je ne me rappelle vraiment qu'elle. Ce sera à jamais ma seule image réelle de Kibeho, cette grosse femme sombrant au milieu de milliers et de milliers de gens. Je me souviens qu'elle portait une chemise jaune. »

Je n'ai jamais vu les photos d'Alexandre, mais je lui dis

que sa description de ce moment et de son passage d'un sentiment d'irréalité pendant les événements à la réalité de ses photos était plus troublante, plus frappante et plus instructive que tout ce que, à mon sens, les photos elles-mêmes pourraient signifier. En un sens, c'était plus paisible ; le moment de choc était moins concentré, mais son récit touchait et transportait davantage.

« Je ne sais pas, dit-il. Je ne pourrais rien vous dire si je n'avais pas regardé.

– On voit et on ne voit pas, intervint Annick. D'abord on agit. Les images viennent ensuite. Quand ils s'écrasaient sur la grille du Zambatt, nous poussions de l'autre côté pour l'empêcher de s'effondrer, et les gens ont commencé à lancer des bébés par-dessus. On les attrape, c'est tout. On fait des choses qu'on ne voudrait jamais voir en photo.

– Comme marcher sur les corps, dit Alexandre. Je me sens vraiment très mal à l'aise d'avoir fait ça. C'était très irréel et très fou, cette décision de marcher sur les morts. Je ne sais pas. Je ne sais pas si c'était bien ou mal, ou si je me sens coupable, mais ça me laisse mal à l'aise. C'était nécessaire. Il n'y avait pas d'autre moyen de passer.

– Nous devons dégager les vivants », expliqua Annick. Alexandre et elle avaient extrait des centaines d'enfants perdus et orphelins des piles de cadavres et de chaque recoin où ils pouvaient se terrer – jusque sous les ailes et les capots des camions.

« Je ne sais pas pourquoi, dit Alexandre, mais les gens tués par balle me laissent indifférent. Je m'en foutais complètement. Ils étaient morts. Et les blessés par balle n'avaient pas non plus d'importance pour moi. Ce qui me bouleversait, c'étaient les gens écrasés, piétinés.

– Les balles et les machettes sont censées tuer, expliqua Annick. Alors que les réfugiés écrasés avaient été tués par des gens comme eux, vulnérables, qui essayaient de survivre.

– Je suis allé chercher un médecin et je lui ai dit : “On croirait qu'ils dorment. Comment savoir s'ils sont morts ?”

Il a examiné vingt ou trente personnes et m'a dit : "Ils sont morts. Ils sont tous morts." Mais quand je devais leur marcher dessus, j'avais l'impression que j'allais les réveiller.

– C'était comme les bagages », ajouta Annick. Je pouvais me représenter la scène : Kibeho était une ville fantôme, où s'entassaient les affaires abandonnées des réfugiés, et qui puait la mort – avec, au sommet de la colline, l'église carbonisée, transformée en crématoire pendant le génocide. « Quand nous marchions sur les bagages, dit Annick, il y avait probablement des gens dessous. On ne pouvait pas se sentir coupable, parce que ça ne servait à rien et qu'on marchait dessus pour sauver des vies.

– Marcher sur eux, c'était vivre. Au bout d'un certain temps, il s'agissait simplement de continuer à vivre. Les morts sont morts. On ne peut rien y faire. Et même avec les vivants, que pouvait-on faire ? On leur donnait de l'eau. Nous n'avions pas d'autre remède. C'était comme un miracle. On voyait le visage d'un petit garçon, tombé et apparemment mort dans la foule des cadavres, on jetait quelques gouttes d'eau sur lui et – aahhh ! » Le visage d'Alexandre s'arrondit et il se souleva légèrement sur son siège, comme le film accéléré d'une fleur en train de s'épanouir. « Alors, on regarde tout autour, et pendant une minute tous les gens à qui on donne de l'eau sont morts.

– Oui.

– Des corps.

– Ce type avec une lance dans la gorge, dit Annick. Je l'ai simplement laissé sur place. Et à un moment je riais et je riais, je ne pouvais pas m'arrêter. J'étais avec les blessés, du sang partout, une épaule à moitié arrachée par une grenade ou une bouche fendue par une machette, et je riais. Moi ! Moi qu'une piqûre faisait tomber dans les pommes, voilà que je recousais des entailles de machette. Je ne pensais qu'à une chose : est-ce que j'enroule le bandage comme ça ? – elle fit de la main un cercle horizontal – ou comme ça ? – verticalement.

– Dimanche, quand nous sommes partis, il y avait des gens plein la route, des cadavres et des blessés. En temps normal, pour des gens en bien meilleur état on se serait arrêtés pour faire quelque chose. Là, on ne s'arrêtait pas. On les laissait. Je me sens très mal d'avoir fait ça. Je ne sais pas si c'est de la culpabilité, mais c'est un sentiment très désagréable.

– Oui. C'était moche, non ? Nous roulions, c'est tout. Il y avait trop de monde.

– Trop de monde », répéta Alexandre, les yeux baignés de larmes. Il avait le nez qui coulait, lui maculant la lèvre. « Je ne sais pas comment mon esprit fonctionne. Je ne sais pas. Quand il y a des morts, on s'attend à voir davantage de morts. Je me rappelle qu'en 1973 à Athènes, nous avons fait une barricade avec des voitures, et les chars sont arrivés et ont écrasé les voitures. J'avais onze-douze ans et j'ai vu les gens. Ils étaient morts et après je m'attendais de plus en plus à voir des morts. Ça devient normal. Il y a tant de films qui nous montrent la mort par balle, mais ça, c'est la mort véritable, l'écrasement. À Kibeho, pendant la seconde attaque, ils tiraient comme des fous. C'était inimaginable. L'APR ne faisait que tirer et tirer, sans même regarder. J'étais dehors, il pleuvait, et je ne pouvais penser qu'à une chose : m'abriter de la pluie. Je n'ai même pas pensé à la fusillade, et pourtant ça tirait dans tous les coins. Échapper à la pluie – c'était tout ce que je voulais.

– Tu ne devrais pas culpabiliser, lui dit Annick. Nous avons sauvé plein de vies. Parfois c'était en vain, nous ne pouvions rien faire.

– Vous savez, les types de l'APR – ils jetaient les blessés dans les fosses d'aisances. Vivants. Vous saviez ça ?

– Oui, c'était horrible.

– Je ne veux pas être jugé, dit Alexandre. Je ne veux pas que vous me jugiez. »

Il se leva pour aller aux toilettes, et Annick dit : « Alexandre m'inquiète.

– Et comment ça se passe pour vous ? lui demandai-je.

– Ils me disent d’aller voir un psychiatre. La Mission pour les droits de l’homme. Ils disent que c’est du stress post-traumatique. Qu’est-ce qu’ils vont me donner ? Du Prozac ? C’est stupide. Je ne veux pas de médicaments. Ce n’est pas moi qui ai un problème avec Kibeho. »

Par la suite, quand je me rendis à Nyarubuye et que je me retrouvai en train de marcher parmi et sur les morts, je me rappelai cette soirée avec Annick et Alexandre. « On ne sait pas quoi en penser, avait dit Alexandre en revenant à table. Qui a raison et qui a tort, qui est bon et qui est mauvais, parce que beaucoup des PDI de ce camp étaient coupables de génocide. »

Mais comment envisager le génocide ? « Je vais vous le dire, m’avait expliqué l’officier américain qui buvait du Jack Daniel’s et du Coca dans un bar de Kigali. C’est l’ectopiste migrateur*. Avez-vous déjà vu un ectopiste migrateur ? Non, et vous n’en verrez jamais. C’est terminé. Extinction. » Le sergent Francis, le sous-officier de l’APR qui me montra Nyarubuye, était du même avis. « Les gens qui ont fait ça, dit-il, croyaient que, quoi qu’il advînt, personne ne le saurait. Ça n’avait pas d’importance, parce qu’ils allaient tuer tout le monde et qu’il n’y aurait rien à voir. »

Alors je regardai, les yeux grands ouverts, par défi. Quarante-vingt-quinze pour cent des espèces animales et végétales qui ornent notre planète depuis l’apparition de la vie seraient éteintes. Autant pour le souci qu’aurait la Providence de la chute d’un moineau**. Peut-être que même l’extinction a perdu de son effet de choc. J’ai vu plusieurs centaines de cadavres à Nyarubuye et le monde semblait plein de morts.

* Ou tourterelle du Canada, pigeon américain dont on a fait de tels massacres au siècle dernier que la race s’en est éteinte. (N.d.T.)

** Cf. Matthieu, X, 31 : « Ne vend-on pas deux moineaux pour un sou ? Et pas un ne tombe à terre à l’insu de votre Père. » Trad. J. Grosjean, M. Léturmy et P. Gros, Gallimard, La Pléiade, 1971. (N.d.T.)

On ne pouvait pas marcher tant il y en avait dans l'herbe. Mais quand on vous en donne le total – huit cent mille, un million –, l'esprit regimbe.

Pour Alexandre, tout le massacre de Kibeho se réduisait à une seule grosse femme en chemise jaune ensevelie par des milliers et des milliers d'autres fuyards. « Après la première mort il n'en est pas d'autre », écrivait Dylan Thomas dans son poème de la Seconde Guerre mondiale « Refus de pleurer la mort, par le feu, d'un enfant de Londres ». Ou, comme le disait Staline, qui fit tuer au moins dix millions de personnes : « Une seule mort est une tragédie, un million de morts est une statistique. » Plus les cadavres s'entassaient, plus les tueurs monopolisent l'attention, les morts se réduisant au rôle de témoignages. Renversons les choses et il est clair qu'il y a plus de raisons de se réjouir si deux vies sont sauvées plutôt qu'une seule. Annick et Alexandre avaient tous deux dit qu'ils avaient cessé de compter les morts au bout d'un certain temps, alors que cela faisait partie de leur mission, et qu'ils n'étaient pas censés soigner les blessés.

Pourtant, nous considérons que c'est un plus grand crime de tuer dix personnes plutôt qu'une, ou dix mille au lieu de mille. Est-ce vraiment le cas ? Tu ne tueras pas, dit le Commandement, sans préciser de nombre. Le bilan peut s'accroître, et avec lui notre horreur, mais le crime n'augmente pas en proportion. Quand un homme tue quatre personnes, il n'est pas jugé sur un chef de quatre homicides, mais sur quatre chefs d'un plus un plus un plus un homicides. Il n'est pas condamné à une sentence plus importante, mais à quatre sentences cumulées, et s'il y a peine de mort, on ne peut lui prendre la vie qu'une seule fois. Personne ne sait combien de personnes ont été tuées à Nyarubuye. Certains disent mille, et d'autres beaucoup plus : quinze cents, deux mille, trois mille. La différence est considérable. Mais le bilan exact n'est pas l'essentiel d'un génocide, crime pour lequel, au moment de ma première visite au Rwanda, personne au monde n'avait jamais été jugé et encore moins condamné. Ce qui distingue

le génocide de l'assassinat et même de meurtres politiques qui peuvent revendiquer autant de victimes, c'est l'intention. Ce crime veut accomplir l'extinction d'un peuple. C'est cette idée qui fonde le crime de génocide. Rien d'étonnant à ce qu'il soit si difficile de se le représenter. Pour ce faire, il faut accepter le principe de l'exterminateur, et envisager l'extermination non simplement d'êtres humains, si nombreux soient-ils, mais d'un peuple tout entier.

À Nyarubuye, de petits crânes d'enfants étaient éparpillés çà et là, tandis que de la cour de récréation voisine les voix de leurs anciens camarades de classe parvenaient jusque dans l'église. Dans la nef, vide et grandiose, un unique corps témoin gisait sur le sol devant l'autel. On eût dit qu'il rampait vers le confessionnal. Il avait les pieds coupés, les mains coupées. C'était l'un des supplices préférés infligés aux Tutsis pendant le génocide – pour ramener les grands « à une taille normale », et les gens venaient en foule se moquer, rire et applaudir tandis que se contorsionnait la victime agonisante. Les os sortaient des manches du mort comme des brindilles, et une mèche carrée de cheveux se détachait encore de son crâne, ainsi que, desséchée et verdie, une oreille parfaitement dessinée.

« Regardez ses pieds et ses mains, dit le sergent Francis. Comme il a dû souffrir. »

Mais qu'importait sa souffrance ? Le jeune homme avait aussi souffert dans l'accident de voiture, fût-ce un instant, et les réfugiés de Kibeho aussi. Quel rapport a la souffrance avec le génocide, lorsque c'est l'idée même qui constitue le crime ?

Trois jours après que les armes se furent tues à Kibeho, le nouveau président du Rwanda, le pasteur Bizimungu, Hutu du FPR, vint examiner les décombres, rendit hommage à une rangée de victimes alignées spécialement pour sa visite et donna une conférence de presse, au cours de laquelle il déclara que le bilan officiel de la fermeture du camp s'élevait

à trois cent trente-quatre morts. Ce chiffre absurdement faible ressemblait à une dissimulation et ne fit que redoubler les protestations internationales contre la manière dont le gouvernement rwandais avait organisé la fermeture du camp. Après une intervention particulièrement vigoureuse de la France, l'Union européenne interrompit son programme d'aide au Rwanda, déjà bien faible, et maintint cette suspension après même qu'une commission internationale indépendante d'enquête sur les événements de Kibeho eut engagé les donateurs étrangers à continuer de soutenir le nouveau régime à dominante FPR.

Constituée à l'initiative de Kigali, afin de démontrer que les massacres n'avaient rien d'habituel dans le nouveau Rwanda, la commission de Kibeho était composée de diplomates, de criminologues, de juristes, de militaires et de médecins légistes de huit pays, des Nations unies et de l'OAU, auxquels s'était joint un ministre rwandais. Dans leur rapport final, les commissaires répartissaient assez équitablement le blâme entre tous les acteurs du drame : le gouvernement rwandais, les génocidaires, les Nations unies et les organisations humanitaires.

En octobre 1994, une autre commission d'experts, nommée par le Conseil de sécurité des Nations unies pour enquêter sur les massacres consécutifs à l'assassinat d'Habyarimana, avait conclu que si « les deux adversaires du conflit armé avaient perpétré des crimes contre l'humanité au Rwanda », les « actes concertés, planifiés, systématiques et méthodiques d'extermination massive commis par des éléments hutus contre le groupe tutsi constituaient un génocide », et qu'aucune preuve « n'indiquait que des éléments tutsis aient agi dans l'intention de détruire le groupe ethnique hutu en tant que tel ». C'était la première fois, depuis que l'Assemblée générale avait adopté la convention de 1948, que les Nations unies identifiaient un exemple du crime de génocide. Il était donc particulièrement significatif que le rapport de la commission de Kibeho déclarât : « La tragédie de Kibeho ne fut

ni le résultat d'une action concertée des autorités rwandaises pour tuer un certain groupe de gens, ni un accident qui n'aurait pu être prévenu. »

Le message était clair : la commission considérait que le maintien du camp de Kibeho constituait « un important obstacle aux efforts du pays pour se remettre des effets dévastateurs du génocide de l'année précédente », et que les hommes de l'APR comme « certains éléments parmi les PDI » avaient infligé aux résidents du camp « une privation arbitraire de la vie et de graves dommages corporels ». Si cela semble un langage étrangement aseptique pour le massacre d'enfants à coups de machette et par balles, souvenez-vous que les organisations des droits de l'homme résumant souvent le génocide rwandais tout entier en une « violation majeure des droits de l'homme » – exactement la même formule par laquelle elles caractérisent la peine de mort aux États-Unis. La commission soulignait que l'APR était une armée de guérilla, inapte à la maîtrise des foules et aux opérations de police, et recommandait au gouvernement de développer ses capacités à réagir de manière humaine et disciplinée aux « situations de tension et d'urgence sociales ». Elle estimait aussi que les organisations humanitaires internationales, déchirées par des conflits politiques, s'étaient montrées incapables de fermer pacifiquement Kibeho, et elle les engageait à remettre de l'ordre dans leurs affaires. Enfin, la commission invitait le gouvernement à ouvrir une « enquête sur les responsabilités individuelles parmi ses forces armées ». À l'inverse, elle ne disait rien des comptes que les PDI génocidaires devaient rendre pour leurs crimes commis à Kibeho.

Au moment où la commission sur les incidents de Kibeho publiait son rapport, deux officiers de l'APR qui commandaient les opérations de fermeture du camp furent arrêtés, puis jugés par un tribunal militaire environ un an après. Le verdict illustre parfaitement la manière dont le nouveau régime comprenait la situation. Les accusés furent en effet

exonérés de toute responsabilité pour avoir dirigé ou permis le massacre, mais reconnus coupables de n'avoir pas employé les moyens militaires à leur disposition pour protéger des civils en danger, ce qui était précisément, bien entendu, le reproche que le FPR avait fait à la MINUAR et à l'ensemble de la communauté internationale pendant le génocide de 1994.

Mais contre qui l'APR aurait-elle dû protéger les PDI sinon contre elle-même ? Le verdict de la cour martiale répondait implicitement que le danger principal venait des génocidaires réfugiés dans le camp et des organisations humanitaires internationales qui avaient accepté leur présence. Autrement dit, l'APR disait avoir pris le parti des masses hutues contre les dirigeants du Pouvoir hutu qui leur avaient causé de telles angoisses. Le tribunal demandait donc que les massacres de Kibeho soient considérés, ainsi que me l'avait suggéré l'infirmière norvégienne à l'hôpital de Butare, non comme une mesure du nouveau régime mais comme la hideuse conclusion de l'ordre ancien.

Mark Frohardt, vétéran des « missions internationales d'urgence » au Tchad, au Soudan et en Somalie, et directeur adjoint de la Mission des droits de l'homme des Nations unies au Rwanda, parvenait à une conclusion d'une frappante similarité : « Je n'ai nullement l'intention de justifier la manière dont fut fermé Kibeho, déclara-t-il en effet au terme d'un séjour de deux ans et demi au Rwanda. Mais je crois qu'il est important de comprendre que l'incapacité des organisations humanitaires à coordonner une opération efficace a permis le déroulement de la tragédie qui a suivi. Lorsque l'armée a vu que les efforts des organisations humanitaires pour évacuer les camps étaient vains, elle a compris qu'elle était la seule institution, ou force, du pays capable de fermer les camps. » Et, poursuivit-il, « la raison principale pour laquelle nous avons échoué à vider les camps, et pour laquelle l'opération de l'APR a tourné au désastre, a été [...] l'incapacité

à séparer les auteurs du génocide, coupables de crimes contre l'humanité, des innocents qui n'y avaient pas participé ».

Frohardt parlait à Washington en tant que travailleur social devant un public composé principalement de collègues, et le désastre de Kibeho lui apparaissait comme le symptôme d'un échec plus profond : l'incapacité des organisations humanitaires à concevoir les dimensions humaines et politiques collectives de la situation. « Je n'ai jamais travaillé dans une société sortant d'un conflit, où les événements récents, l'histoire récente, avaient une influence aussi inexorable sur la situation présente. Je n'ai jamais travaillé non plus dans un pays où les organisations humanitaires et économiques étaient aussi réticentes à intégrer la cause et la conséquence de ces événements dans leur analyse de la situation présente. » À la fin de 1994, six mois à peine après le génocide, se souvenait Frohardt, « on entendait souvent les coopérants faire des déclarations du style : "Oui, il y a eu un génocide, mais il est temps d'en finir et d'aller de l'avant", ou "Assez parlé du génocide, attelons-nous à la reconstruction du pays" ».

J'entendais constamment, moi aussi, des commentaires de ce genre. Si Frohardt n'était pas le seul étranger de passage à reconnaître que « tout ce que l'on entreprend au Rwanda doit être fait dans le contexte du génocide », il appartenait à une petite minorité. Pour la plupart, on eût dit que le souvenir du génocide était un inconvénient ou, pire, un alibi politique utilisé par le nouveau gouvernement pour se disculper de ses imperfections. Au bout de quelque temps, je me mis à demander : « Si, à Dieu ne plaise, un de vos proches parents ou un de vos amis était assassiné – ou simplement mourait –, combien de temps vous faudrait-il pour surmonter le sentiment immédiat de sa perte : quelques jours ou même une semaine sans que vous en ayez le cœur serré ? Et comment réagiriez-vous si votre univers social tout entier avait été anéanti ? » Généralement on me répondait quelque chose du genre : « Oui, d'accord, mais ça ne fait pas du génocide une excuse pour les problèmes d'aujourd'hui. »

Il m'arrivait parfois au Rwanda, dans une salle à manger d'hôtel, de regarder les informations américaines à la télévision par satellite. Parmi les nouvelles qui retenaient tout particulièrement l'attention des médias entre 1995 et 1997, il y avait le procès d'O.J. Simpson et l'attentat d'Oklahoma City. O.J., joueur de football devenu star de la publicité, était accusé d'avoir tué son ex-femme et l'amant de celle-ci, et la recherche de la vérité et de la justice – trahies en fin de compte – fascina pendant deux ans des millions de gens dans le monde entier. À Oklahoma City, deux ou trois cinglés, qui croyaient que le gouvernement américain avait implanté des puces électroniques dans leur corps, avaient fait sauter un bâtiment fédéral, tuant cent soixante-huit personnes, et les téléspectateurs accueillaienent quotidiennement les familles des victimes sur leur petit écran. Pourquoi pas ? Un bref instant de folie avait fracassé leur univers. Les Rwandais de l'hôtel semblaient y compatir, bien que l'un ou l'autre fût parfois remarquer, en passant, que ces crimes à la télévision américaine étaient confortablement isolés, et que les « survivants », comme on appelle en Occident les familles des « victimes », n'avaient couru aucun danger.

Tout le monde, dans la salle à manger de l'hôtel, regardait et discutait les détails du drame, ou les débats judiciaires, en se demandant comment ça se terminerait. C'était une activité qui nous rapprochait. Et pourtant, nous nous trouvions dans une société dont l'âme avait été déchiquetée, où on avait essayé d'extirper une catégorie entière de l'humanité, où il n'y avait personne ou presque qui ne fût apparenté à un massacreur ou à un massacré, et où la menace d'un nouvel embrasement demeurerait intensément réelle. Et voilà que ces jeunes étrangers, venus au nom de l'humanitarisme, expliquaient que les Rwandais devaient cesser de se chercher des excuses...

Un an après Kibeho, en mai 1996, je parlais avec le général Kagame, qui était devenu le vice-président et le ministre de

la Défense du Rwanda après la guerre, du fait que les camps des Nations unies autour des frontières du pays semblaient créer plus de problèmes qu'ils n'en résolvaient. « Je vais vous donner un exemple, me dit Kagame. Peut-être est-ce un mauvais exemple parce qu'il a été tragique. Mais parlons de Kibeho, le fameux Kibeho. Eh bien, malheureusement, lors de la fermeture des camps, des gens ont été tués – très malheureusement. Environ huit mille personnes, pour prendre le chiffre le plus élevé. Malgré tout, nous nous sommes débrouillés pour réinstaller ces centaines de milliers de personnes. Je ne dis pas que c'était le prix à payer. Mais nous avons insisté, nous avons dit : "Si vous ne voulez pas les fermer, nous nous en chargerons." Et cette tragédie est arrivée. Mais c'en était terminé de ces camps, et le pays tout entier aurait pu avoir davantage de problèmes si on les avait maintenus. »

J'étais étonné que Kagame ait évoqué Kibeho de son propre chef ; il aurait pu préférer n'en pas parler. Et j'étais étonné qu'il ait mentionné le chiffre de huit mille morts. Je lui demandai s'il croyait que c'était le bilan exact.

« Absolument pas, répondit-il. C'était bien moins que ça.

– Mais cette opération a mal tourné, et personne n'a pu l'arrêter ou du moins n'y a mis fin.

– On l'a arrêtée. Elle a cessé, en tout cas. Peut-être qu'on aurait perdu vingt ou même trente mille personnes si elle n'avait pas été interrompue.

– Mais il y a eu des excès.

– Bien sûr, de la part de certains individus.

– De la part de vos soldats.

– Oui, oui, et c'est ce qui démontre qu'on a stoppé cette affaire. »